



Communiqué de presse

La Coalition pour la protection du Patrimoine Génétique africain (COPAGEN) et le Collectif Citoyen pour l'Agroécologie (CCAÉ) découvrent avec amertume le lâcher imminent de moustiques génétiquement modifiés dans le cadre du projet Target Malaria par l'Institut de Recherche en Sciences de la Santé (IRSS). Le lâcher-test est programmé pour ce 1^{er} juillet 2019 dans le village de Bama, relevant de l'arrondissement 7 de la commune de Bobo Dioulasso.

En dépit des efforts de concertation, de communication et d'interpellation des acteurs du projet et du Gouvernement du Burkina Faso, à travers l'Agence Nationale du Biosécurité, sur la nécessité de mieux cerner les risques potentiels d'une telle expérimentation, sur le respect des textes de lois qui encadrent de telles expériences et sur l'indispensable inclusion et acceptation de tous les acteurs, notamment des populations exposées en première ligne, nous regrettons le passage en force qui est en train d'être opéré.

Il nous plaît de rappeler que ce lâcher-test intervient en totale négation de l'éthique de la vie humaine et en violation des lois et conventions nationales et internationales dont le Burkina Faso est signataire.

C'est le cas, notamment :

- de la loi N°064-2012/AN du 20 décembre 2012 portant régime de sécurité en matière de biotechnologie ;
- du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques du 11 juillet 2012.
- de la déclaration finale sanctionnant la 14^e réunion de la conférence des parties (COP14) à la Convention sur la Diversité Biologique en novembre 2018 à Sharm El Sheikh, Égypte

Le projet Target Malaria et le Gouvernement du Burkina Faso ont fait le choix dangereux, malgré tout, d'exposer les populations et leur milieu de vie à des situations aux évolutions incertaines.

Au regard de tout ce qui précède, et prenant l'opinion nationale, sous régionale et internationale à témoin, la COPAGEN et le CCAE, dans un ultime élan d'alerte, exhortent les porteurs du projet et le Gouvernement burkinabè à savoir raison garder.

Si malgré tout, le lâcher des moustiques génétiquement modifiés venait à se concrétiser, la COPAGEN et le CCAE :

- tiendront pour responsable l'État burkinabè et le projet Target Malaria de toute situation de dégradation de la santé humaine, animale et sur l'environnement à court, moyen et long termes, consécutive aux tests menés en milieu ouvert ;
- saisiront les juridictions compétentes sur le non-respect des dispositions relatives à l'évaluation des risques biotechnologiques, des procédures d'essai des organismes génétiquement modifiés, des conditions de dissémination des organismes génétiquement modifiés.

Pour le CCAE

Ali TAPSOBA



[Signature]

Pour la COPAGEN



Atine Zongo